

Mohamed MENTALECHETA



L'ARBITRAGE COMMERCIAL EN DROIT ALGERIEN

2^e Edition 1986



OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES
1, Place Centrale de Ben Aknoun (Alger)

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	5
Section 1 : Les origines de l'arbitrage.	8
§ I. — La nullité de la clause compromissoire en jurisprudence	10
A. — Les fondements de l'interdiction	10
B. — Les conséquences de l'interdiction	13
1/ Les recours aux législations étrangères	13
2/ Les critiques du système judiciaire	14
3/ La notion de justice contractuelle	15
§ II. — Les apports de la loi de 1925	15
A. — Domaine d'application de la loi de 1925	16
B. — Portée de la loi de 1925	16
Section 2 : Le développement de l'arbitrage en droit commercial	18
§ I. — Les transformations du phénomène contractuel.	18
A. — La généralisation des techniques de droit privé.	19
1/ Les textes justifiant l'intervention de l'Etat.	19
2/ Les modes de l'intervention de l'Etat.	20
B. — L'insertion du contrat dans le processus économique.	21
1/ L'importance de la prévision	21
2/ L'unité du cycle économique	21
§ II. — La réforme de l'arbitrage en droit algérien	22
A. — Les soucis de la réforme.	22
B. — Le contenu de la réforme	23

PREMIERE PARTIE

Les structures de l'arbitrage commercial en droit algérien	26
---	-----------

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Les caractères généraux de l'arbitrage	27
---	-----------

Section 1: Distinction entre arbitrage et notions voisines	27
---	-----------

1/ Arbitrage et transaction	27
-----------------------------	----

2/ Arbitrage et mandat	29
------------------------	----

3/ Arbitrage et expertise	30
---------------------------	----

4/ Arbitrage et médiation	31
---------------------------	----

Section 2: Les différentes catégories d'arbitrage	31
--	-----------

§ I. — L'arbitrage volontaire	32
-------------------------------	----

A. — Le compromis	32
-------------------	----

1/ La forme du compromis	32
--------------------------	----

2/ Le contenu du compromis	33
----------------------------	----

a) L'objet du litige	33
----------------------	----

b) La désignation des arbitres	33
--------------------------------	----

B. — La clause compromissoire	34
-------------------------------	----

II. — L'arbitrage forcé	34
-------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

La mise en œuvre de l'arbitrage	35
--	-----------

Section 1: Domaine d'application de l'arbitrage entre les entreprises publiques	35
--	-----------

§ 1. — Les litiges soumis à l'arbitrage obligatoire	36
---	----

A. — Les organismes concernés	36
-------------------------------	----

B. — La nature des litiges	37
----------------------------	----

1/ Les litiges visés par la loi	37
2/ Les litiges exclus	38
a) Actions en responsabilité délictuelles	38
b) Questions relatives à l'ordre public	38
§ 2. — L'arbitrage mode exclusif de règlement des litiges	39
A. — L'exclusion des procédés judiciaires	39
1/ Controverses suscitées par l'ord. de 1972	39
2/ Confirmation du caractère obligatoire par l'ord. de 1975	40
B. — L'exclusion des procédés extra-judiciaires	40
1/ La transaction	40
2/ La conciliation	41
Section II: La formation de la convention d'arbitrage	41
§ 1. — Les conditions de fond	41
A. — La capacité de compromettre	42
1/ Incapacité des personnes morales de droit public	42
a) Les raisons de l'interdiction	42
b) La portée de l'interdiction	44
2) Les incapacités relatives aux personnes privées	45
a) Les incapacités d'ordre général	45
b) Les incapacités de compromettre propres au Droit commercial	46
B. — L'objet de la convention d'arbitrage	47
1/ Exclusion des questions concernant l'ordre public	47
a) La notion d'ordre public	47
b) L'interprétation de l'ordre public	47
2/ Les matières exclues de l'arbitrage par énumération spéciale	48

a) Les choses hors du commerce	48
b) Les attributions impératives de compétence	49
§ II. — Les conditions de forme de la convention d'arbitrage	49
A. — La rédaction de la convention d'arbitrage	50
1/ L'expression du consentement	50
2/ La preuve du consentement	50
B. — Le contenu de la convention d'arbitrage	51
CHAPITRE SECOND	
La mise en place du tribunal arbitral	53
Section 1: La constitution du tribunal arbitral	53
§ 1. — La désignation des arbitres	53
A. — Les organes de l'arbitrage entre entreprises publiques	53
1/ La commission nationale d'arbitrage	54
2/ La commission de wilaya d'arbitrage	54
B. — Les organes de l'arbitrage en particuliers	54
1/ La désignation de l'arbitre par le juge	54
2/ La désignation de l'arbitre par un tiers préconstitué	56
§ II. — Le statut de l'arbitre	56
A. — Les causes d'incapacité	56
1/ Le lien de parenté ou de subordination	56
2/ L'intérêt personnel de l'arbitre	57
3/ La qualité de magistrat	57
B. — La situation juridique de l'arbitre	57
1/ Le refus de l'arbitre	58
a) Le refus initial	58

b) Le déport des arbitres	59
2/ La récusation de l'arbitre	60
3/ Les honoraires de l'arbitre	60
Section II: La compétence du tribunal arbitral	60
§ I. — La mesure de l'incompétence des tribunaux de l'Etat	61
A. — La nature de l'incompétence	61
1/ L'incompétence absolue	61
2/ L'incompétence relative	62
B. — Les restrictions à l'incompétence	62
1/ L'injonction de payer	62
2/ Les référés	63
§ II. — L'étendue de la compétence des arbitres	63
A. — La distinction établie par la jurisprudence	64
1/ Interdiction de statuer sur le principe même de l'investiture	64
2/ Pouvoir de statuer sur l'étendue de la clause compromissoire	64
B. — Valeur de la distinction	64
1/ Absence de fondement juridique	65
2/ Conséquences pratiques	

CHAPITRE TROISIEME

Le déroulement de l'instance arbitrale	67
Section 1: La constitution du dossier	67
§ I. — Les règles de l'instruction	67
A. — L'obligation de juger sur pièces produites	68
1/ Assistance ou représentation des parties	68
2/ Echange des moyens de défense	68
B. — Le respect des règles et formes établies par les juridictions	68

§ II. — Les actes d'instruction	69
A. — La forme des actes d'instruction	69
B. — La suspension des actes d'instruction	69
1/ L'incident criminel.	69
2/ L'inscription de faux	70
C. — Les causes d'interruption de l'instruction dans l'arbitrage entre les entreprises publiques	70
1/ Dessaisissement volontaire des arbitres	70
2/ Dessaisissement forcé des arbitres	70
Section II: Le règlement du litige	71
§ I. — La recherche des règles applicables au fond du litige	71
A. — L'obligation de statuer selon les règles de droit.	71
1/ Effet absolu de la règle à l'égard des arbitres particuliers	71
2/ Effet relatif de la règle en matière d'arbitrage forcé	72
B. — La dispense de statuer selon les règles de droit	72
§ II. — La délibération des arbitres	73
A. — Le partage des arbitres.	73
1/ La constatation du partage	73
2/ Les effets du partage	74
B. — L'intervention du tiers arbitre	74
1/ La désignation du tiers arbitre	75
a) Désignation par les arbitres	75
b) Désignation par le juge	75
2/ Rôle du tiers arbitre	76
a) Mission du tiers arbitre dans l'arbitrage volontaire	76
Délai accordé au tiers arbitre	76
Obligation de conférer avec les arbitres divisés.	77

Les options du tiers arbitre	77
b) Mission du tiers arbitre dans l'arbitrage entre les entreprises publiques	77
DEUXIEME PARTIE	
Les effets de l'arbitrage.	79
CHAPITRE PREMIER	
La sentence arbitrale	81
Section 3: Les caractères de la sentence arbitrale	81
§ I. — Condition de validité de la sentence arbitrale	81
A. — Enonciations de la sentence	82
1/ Indications générales de la sentence	82
a) Date et lieu de la sentence	82
b) Exposé des moyens développés par les parties	83
2/ Indications spéciales de la sentence arbitrale	83
a) La motivation de la sentence arbitrale	83
b) Le dispositif de la sentence arbitrale	84
B. — La signature de la sentence arbitrale	84
§ II. — Les effets de la sentence arbitrale.	85
A. — Le dessaisissement des arbitres	85
1/ L'étendue du dessaisissement	85
a) Interprétation de la sentence	85
b) Correction des vices de la sentence	86
2/ Limites du dessaisissement.	86
a) Dépôt de la sentence.	86
b) Notification de la sentence	87

B. — L'autorité de chose jugée de la sentence	87
1/ Distinction entre autorité de chose jugée et force exécutoire . .	87
2/ Distinction entre force de chose jugée et autorité de chose jugée.	88
C. — La valeur probante de la sentence arbitrale.	88
1/ Les énonciations faisant foi jusqu'à inscription de faux.	88
2/ Les mentions dépourvues de valeur probante.	88
Section II: Nature juridique de la sentence arbitrale	89
§ I. — Fusion de l'aspect contractuel et de caractère juridictionnel.	89
A. — Les manifestations de l'aspect contractuel.	89
1/ Nature du contenu légal relatif à l'arbitrage	90
2/ L'originalité de l'opposition à exéquatur	90
3/ La possibilité de révoquer les arbitres.	90
4/ L'interdiction de statuer sur les conditions de validité de la convention d'arbitrage	90
B. — La prédominance du caractère juridictionnel	90
C. — La nature mixte de l'arbitrage	91
§ II. — L'effacement total de l'élément conventionnel dans l'arbitrage forcé	91
A. — Les caractéristiques de l'arbitrage entre les entreprises publiques	91
1/ Disparition des éléments conventionnels.	92
2/ Renforcement du caractère juridictionnel.	92
B. — La qualification de l'arbitrage entre les entreprises publiques. . .	92
1/ Les raisons qui justifient la qualification d'arbitrage	93
2/ Les raisons qui justifient l'assimilation à des juridictions et exceptions	93

CHAPITRE SECOND

L'exécution de la sentence arbitrale	94
Section 1: L'exécution volontaire	94
§ I. — L'exécution spontanée	94
A. — Les fondements de l'exécution spontanée	94
B. — Les modalités de l'exécution spontanée	95
§ II. — L'exécution provoquée de la sentence arbitrale	95
A. — L'exécution imposée par la loi	95
B. — Les moyens imaginés par la pratique	96
1/ Sanctions pécuniaires	96
a) Dépôt d'une garantie	96
b) Mesures conservatoires	96
2/ Sanctions disciplinaires	97
a) Publication du nom	97
b) Privation de certains droits	98
3/ La licéité des sanctions	98
Section II: L'exécution forcée de la sentence arbitrale	99
§ I. Domaine d'application de l'ordonnance d'exéquatur	100
A. L'exéquatur de la sentence algérienne	100
1/ L'organe du contrôle d'exéquatur	100
a) Compétence territoriale	101
b) La nature de l'ordonnance d'exéquatur	101
2/ L'objet du contrôle d'exéquatur	101
B. — L'exéquatur d'une sentence étrangère	102
1/ Critères de qualification	102
2/ Mécanismes d'exéquatur	102

C. — Exéquatur de la sentence internationale.	103
§ II. — Les effets de l'ordonnance d'exéquatur.	104
A. — Attribution de la force exécutoire à la sentence arbitrale	104
B. — Délai d'exercice des voies de recours.	104

CHAPITRE TROISIEME

Les voies de recours contre la sentence arbitrale	105
Section I: Les voies de recours contre la sentence rendue entre des particuliers	105
§ I. — Voies de recours empruntées au système judiciaire	106
A. — L'appel.	106
1/ Appel nullité.	106
a) Condition d'admission	106
b) Effets	107
2/ Appel réformation	107
a) Mise en œuvre	108
b) Effets	108
B. — La rétractation.	108
1/ Les cas d'ouverture	109
2/ Déroulement de la procédure	109
a) Rescisoire	109
b) Le rescindant	110
§ II. — Voies de recours propres à l'arbitrage	110
A. — L'opposition à l'ordonnance de l'exéquatur.	110
B. — L'action principale en nullité de la sentence arbitrale.	112
1/ Thèse favorable à l'indépendance de l'action principale en nullité.	112

2/ Thèse hostile à l'existence d'une action principale	113
Section II: Les voies de recours contre la sentence rendue entre les entreprises publiques	113
§ I. — Les formes du pourvoi en révision	113
A. — Les personnes autorisées à se pourvoir	114
B. — Les délais du pourvoi en révision	114
1/ Délai accordé aux parties	114
2/ Délai accordé aux arbitres	114
§ II. — Les motifs du pourvoi en révision	114
A. — Violation de la loi	115
1/ En présence d'une clause d'amiable composition	115
2/ En l'absence d'une clause d'amiable composition	115
B. — Atteinte à un intérêt de l'économie nationale	115
C. — Découverte de pièces décisives retenues par la partie adverse	116
CONCLUSION	117
DOCUMENTS ANNEXES	119
Les articles du code de procédure civile de 1966 concernant l'arbitrage	119
Ordonnance de 1971	127
Ordonnance de 1975	130
BIBLIOGRAPHIE	137
Ouvrages généraux et spéciaux	137
Articles et commentaire de jurisprudence	140

